

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières, mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORANO Mining

Etablissement de Bessines
2 route de Lavaugrasse
87250 Bessines-Sur-Gartempe

Références : 12-CARMIN-2025-22
Code AIOT : 0006802481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement ORANO Mining implanté Concession des Balaures 12310 Bertholène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du suivi de la mise en demeure en date du 17 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO Mining
- Concession des Balaures 12310 Bertholène

- Code AIOT : 0006802481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bertholène est une ancienne mine d'extraction d'uranium. Le site est classé sous la rubrique 1735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives sous forme de résidus de traitement de minerais d'uranium, ou de thorium contenant des radionucléides naturels des chaînes de l'uranium, ou du thorium et boues issues du traitement des eaux d'exhaure, sans enrichissement en uranium 235 et dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne). Dans le cadre du réaménagement, une station de traitement des eaux a été installée et récupère les eaux de drainage du site (celles du stockage et des travaux miniers). Ces eaux sont recueillies dans des bassins de traitement, traitées et contrôlées avant rejet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Etanchéité casier	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet ruisseau des Balaures	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 7	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
3	Rejet manganèse	AP de Mise en Demeure du 17/01/2023, article 1	Sans objet
4	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater l'avancement des travaux suite à l'incident sur la construction du bassin permettant l'abatement du manganèse en réponse à la mise en demeure du 17 janvier 2023. Néanmoins, une non-conformité a été soulevée sur le contrôle de l'étanchéité des dispositifs de rétention des effluents liquides.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet ruisseau des Balaures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise en limite de propriété du site une fois par semaine (point A) le contrôle de la qualité des eaux dans le ruisseau des Balaures. La valeur moyenne annuelle de chacun des paramètres suivants mesurés doit respecter les limites : MES < ou = à 30mg/l pH compris entre 5,5 et 8,5 métaux solubles < 15 mg/l à savoir Al, Zn, Cu, Fe, Cr, Cd, Pb, Mn et Ni Radium 226 soluble < 0,37 Bq/l Uranium soluble < 1,8 mg/l [...]
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats de surveillance opérée au point de rejet A (dans le ruisseau des Balaures) réalisés sur la période de janvier à mai 2025. Les résultats sont conformes aux seuils prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Autre, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Au jour de l'inspection, aucune donnée n'est déclarée dans GIDAF depuis janvier 2025. L'exploitant a depuis intégré l'ensemble des données disponibles (mai 2025).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de veiller au renseignement de GIDAF dès les résultats connus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet manganèse

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/01/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet manganèse
Prescription contrôlée : La société ORANO Mining exploitant un stockage de substances radioactives sur la commune de Bertholène est mise en demeure de respecter : - les dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté. <i>Article 32 : [...] Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] manganèse et composés : 1 mg/l [...]</i>
Constats : Lors de la mise en eau du bassin, le mur séparant le bassin en 2 parties s'est rompu. L'exploitant a depuis effectué les travaux nécessaires afin reconstruire le mur (calcul de charge majoré). L'exploitant indique que la mise en eau du bassin sera réalisée courant juillet. Il est estimé environ 3 mois pour la création du film bactérien sur la pouzzolane. Les premiers résultats devront être connus pour cette fin d'année début d'année prochaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les effluents et déchets radioactifs font l'objet d'au moins un plan de gestion qui est établi et mis en œuvre dès lors que ce type d'effluents ou de déchets est rejeté ou produit. [...]
Constats : Le site fait l'objet d'une consigne de surveillance et d'exploitation de l'ICPE en date du 23/02/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le plan de gestion comprend : - les modes de production des effluents liquides et gazeux et des déchets radioactifs ; - les modalités de gestion à l'intérieur des installations concernées ;

- les dispositions permettant d'assurer la gestion des déchets, des effluents liquides ou gazeux, et les modalités de contrôles associés ;
- l'identification de zones où sont produits, ou susceptibles de l'être, des effluents liquides et gazeux ou des déchets radioactifs, ainsi que leurs modalités de classement et de gestion ;
- l'identification des lieux destinés à entreposer des effluents ou déchets radioactifs et à les gérer ;
- l'identification et la localisation des points de rejet des effluents liquides et gazeux radioactifs ;
- les dispositions de surveillance périodique des rejets d'effluents liquides et gazeux et du réseau récupérant les effluents liquides de l'installation, notamment aux points de surveillance définis par l'arrêté préfectoral ;
- le cas échéant, les dispositions de surveillance de l'environnement.

Constats :

La consigne de surveillance et d'exploitation comprend notamment :

- les modes de productions et les différentes zones où sont produits les effluents liquides ;
- le principe de traitement de la station (flux, process) ;
- l'identification des points de rejets (point A dans le ruisseau des Balaures, alvéoles de stockage pour les boues) ;
- le cadre réglementaire de la surveillance (renvoi aux arrêtés préfectoraux complémentaires, stabilité digue) ;

Les dispositions de surveillance périodique des rejets d'effluents liquides et du réseau récupérant les effluents liquides de l'installation sont manquants du plan de gestion (absence de contrôle d'étanchéité des bassins et de la canalisation de transfert des boues).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Etanchéité casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets (boues)

Prescription contrôlée :

Les dispositifs prévus par l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, susceptibles de recueillir des substances ou déchets radioactifs en cas de dissémination, sont pourvus d'un revêtement imperméable ou de tout autre dispositif d'étanchéité. Un contrôle des dispositifs d'étanchéité est réalisé périodiquement et au moins tous les dix ans. Toutefois des dispositifs équivalents peuvent être mis en œuvre sous réserve qu'ils soient définis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation conformément aux dispositions du II de l'article 2.

Constats :

Les bassins recueillant les eaux de traitement du site sont rendus étanches par géomembrane. Néanmoins, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du contrôle d'étanchéité devant être réalisé à minima tous les 10 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif de contrôle de l'étanchéité des géomembranes des bassins (notamment au niveau des soudures).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois